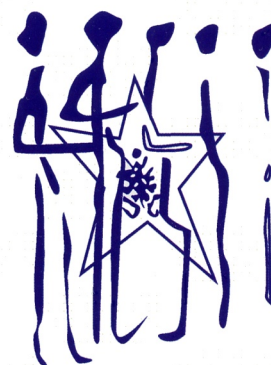


FLASH INFO

Bulletin de l'Amicale St-Pierre St-Paul
16 Bd Dubois
28109 DREUX Cedex



MAI 2021 - N° 32

Quand nous reverrons-nous?

Lorsque le numéro précédent de ce bulletin a été publié, nul n'imaginait ce qui allait advenir. L'arrivée de la pandémie devait bouleverser tous les projets. L'Assemblée Générale, occasion d'une rencontre des anciennes et anciens élèves, planifiée au 29 mars 2020, a dû être annulée en raison du confinement ordonné par les autorités. Le Conseil lui-même a dû annuler ses réunions qui n'auraient pas permis de respecter les consignes sanitaires.

Espérons que les mois d'été et la campagne de vaccination viennent à bout de cette maladie rapidement et nous permettent d'organiser une Assemblée Générale à l'automne prochain.

En 117 ans d'existence l'Amicale a connu des heures beaucoup plus dramatiques, les deux guerres en particulier, et elle a toujours survécu. Ne faut-il pas voir là le signe de la providence?

L'année dernière, je vous faisais part de mon espoir d'un renouvellement de générations au sein de l'Amicale. Malheureusement, son inactivité pendant un an n'y a pas été favorable, puisque aucune action en ce sens n'a pu être entreprise. Cela est d'autant plus regrettable, que la désaffection des jeunes anciens et anciennes est une menace beaucoup plus grande que les guerres et les pandémies.

Il faut néanmoins rester confiant et "vingt fois sur le métier remettre l'ouvrage".

Donc, courage et à bientôt!

François Galian
Président

Un "numéro spécial"

L'Amicale étant restée inactive pendant plus d'un an en raison de la pandémie, il était impossible de consacrer aux activités de l'an passé.

Le Conseil a donc décidé de publier ce "numéro spécial", consacré à l'histoire du Pensionnat Saint-Pierre, de l'Institution Jeanne d'Arc, de l'Institution Riberou et du Cours Notre-Dame, jusqu'à leur fusion dans l'Institut Saint-Pierre Saint-Paul,

Cette histoire se base sur des témoignages personnels et diverses sources d'archives, en particulier, le livre du Frère Albert-Valentin "Le film du centenaire 1848-1948", des documents d'archives des Sœurs de Saint-Paul, les archives de la famille Hurel et, bien sûr, d'anciens bulletins de l'Amicale des années 1930 et 1940.

Sommaire

Editorial	1
Lettre du Frère Emmanuel Grandin	2
Conseil d'administration	2
L'Institut Saint-Pierre Saint-Paul a 172 ans	3
Expulsion des ordres religieux	10
Les pensionnats de Dreux et de Rouen	11
La famille Hurel, bienfaitrice	12
Le sport au Pensionnat Saint-Pierre	13
Sœurs de Saint-Paul à Dreux	14
L'institution Jeanne d'Arc	14
L'institution Riberou et Notre-Dame	15
L'Institut Saint Pierre-Saint Paul	16
Nos deuils	16

LETTRE DU FRERE EMMANUEL GRANDIN, Assesseur Régional des anciens élèves lasalliens.

Le Frère Emmanuel Grandin, qui nous fait chaque année l'honneur et le plaisir de venir assister à notre Assemblée Générale, a eu la gentillesse d'adresser à l'Amicale le petit mot suivant:

C'est avec beaucoup de plaisir que je réponds au souhait de votre président de vous adresser quelques mots à faire paraître dans le prochain "Flash-Infos" toujours apprécié de ses lecteurs.

C'est vrai que nous souffrons tous de ces restrictions de déplacement qui nous empêchent de nous rencontrer. Cette année encore, nous ne pourrons pas nous revoir pour cette assemblée générale qui était pour nous un grand moment de joie et d'amitié. C'était pour moi un grand sujet de satisfaction. Mais faisons à mauvaise fortune bon coeur. A défaut de rencontre visuelle ou à la rigueur virtuelle, rendons plus vivants nos liens profonds qui viennent du cœur et de notre âme commune.

C'est là que nous retrouvons notre attachement profond et durable à l'esprit qui est le nôtre, à notre éducation par les Frères et, dans l'esprit lasallien, même sans la présence effective des Frères. Notre mission d'anciens reste la même : transmettre un héritage humain et chrétien auquel nous sommes attachés, à la nouvelle génération de jeunes qui fréquentent nos établissements catholiques d'éducation, en mettant nos capacités, nos charismes au service des jeunes et de leurs éducateurs, dans les limites de nos responsabilités, dans un esprit communautaire.

Nos rencontres inter-amicales, que nous sommes bien décidés à reprendre après l'épidémie, nous ont révélé de riches initiatives prises dans d'autres établissements et par d'autres amicales qui pourraient nous inspirer. C'est le but de notre association. Cela nous demande actuellement beaucoup d'esprit d'audace et de créativité. Ce n'est pas pour nous déplaire, mais cela nous demande de l'action et de l'engagement.

Le temps pascal nous invite à la renaissance, non au sommeil. Que l'Esprit du Christ ressuscité nous donne l'espérance et la force de vivre ces temps difficiles avec courage et confiance. Que Saint Joseph à qui le pape François a consacré cette année qui vient et qui est aussi le patron que St Jean-Baptiste de la Salle a donné à l'Institut des Frères des Écoles Chrétiennes, soit notre soutien et notre protecteur. Et "que vive Jésus dans nos cœurs."

Amitié et fraternité à toutes et tous.

Frère Emmanuel Grandin.



Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale n'ayant pu se tenir en 2020, le Conseil d'administration et le Bureau sont restés inchangés. En conséquence, pour éviter un remplacement de deux tiers en 2021, les mandats ont tous été prolongés d'un an. Les 12 membres du Conseil d'administration restent donc:

- François Galian, Président,
- Bernard Jaguin, Vice-Président et Président Honoraire,
- Sylvie Daguet, Secrétaire,
- Gisèle Nurdin, Trésorière, (en remplacement de Pierre Guérin)
- Jean-Paul Gauthier, Membre,
- Edmond Hée, Membre,
- Nicole Jeambu, Membre,
- Jean-Claude Leloup, Membre,
- Aurore Paulmier, Membre,
- Michel Popot, Membre,
- Christelle Prunier, Membre,
- Marie Vallegeas, Membre,

Trois postes restent donc à pourvoir. **N'hésitez pas à présenter votre candidature !**

L'INSTITUT SAINT-PIERRE SAINT-PAUL à 172 ans d'existence

Le texte suivant est dû à la plume du Père Jean-Marcel Veau que l'Amicale connaît bien, car il a souvent célébré la messe lors de nos Assemblées Générales. Il relate l'histoire de l'Institut, depuis sa naissance à l'aube du Second Empire jusqu'à nos jours, en y apportant de nombreuses anecdotes et souvenirs personnels. Nous en remercions profondément son auteur.

Le Pensionnat Saint-Pierre de 1848 à 1929

A qui l'établissement du boulevard Dubois doit-il son nom ?

Aux initiateurs, bien sûr, les époux de Couasnon, mais quel fut le motif de leur choix ? Aux circonstances qui ont entouré leur généreuse initiative: le couronnement d'un Pape. En effet, M. et Mme de Couasnon se trouvent à Rome au moment de l'élection de Pie IX en 1846 (le Pape qui dépasse en longueur - 32 ans - hormis Saint Pierre, le pontificat de Jean-Paul II). On sait que les cérémonies eurent lieu dans un enthousiasme extraordinaire; c'est dans ce contexte de ferveur que les époux de Couasnon décident de faire une nouvelle œuvre à Dreux: une école.

Ils se rendent à cet effet chez le Supérieur Général des Frères des Ecoles Chrétiennes qui résidait alors, non comme de nos jours à Rome, mais à Paris. Les débuts seront modestes, comme en témoigne une lettre de Mme de Couasnon au Frère Calixte, assistant, en date de juillet 1847, demandant aux Frères de s'engager à maintenir à Dreux une école de trois Frères: c'est un externat, ouvert en octobre 1848.

L'école devient le Pensionnat Saint-Pierre en l'année 1855. Rappelons que Mme de Couasnon a donné pour cette œuvre sa propre maison dont il reste, encore visible, un joli pavillon de style Louis XIII. Les



Madame de Couasnon,
Sœur Thérèse de Chantal
au couvent de la visitation à Dreux

Saint-Pierre était-il le premier établissement d'éducation confessionnel à Dreux?

Sous l'Ancien régime, l'éducation des enfants était généralement confiée aux religieux. Ce fut naturellement le cas à Dreux. En effet, jusqu'au 16^{ème} siècle, il n'y eut à Dreux que de petites écoles. Le 6 juillet 1536, Robert Lemusnier, contrôleur au grenier à sel de la ville et son épouse Catherine Herbin donnèrent par testament, une maison et ses dépendances appelée: "Hermitage", située au bout de la rue de Florence, l'actuelle rue d'Orléans, à l'intersection de la rue Chénevotte. Dans cette donation, il y avait obligation, après leurs décès, de construire un collège ou des classes pour les enfants de la ville, afin de « les instruire et de les enseigner dans les lettres et les bonnes mœurs ».

En 1541, les classes étaient déjà construites. Le collège s'étendit ensuite jusqu'à la rue Dorée, actuelle rue Leveillard. Au siège de 1593 par Henri IV (lors de la destruction du château) les bâtiments furent mis à mal. La chapelle fut reconstruite en 1594.

Considéré comme bien de l'église, le collège disparaît dans la tourmente révolutionnaire. En février 1794, il dut fermer ses portes et les professeurs furent dispersés. En 1798, on y installa le Tribunal de District et la chapelle, devenue écurie, reçut un détachement de cavalerie. On voit que l'histoire repasse les plats... Il faudra plus d'un demi-siècle pour que l'enseignement confessionnel fasse son retour à Dreux.

autres bâtiments seront édifiés petit à petit pour constituer cette imposante masse bien visible dans Dreux que vient couronner une chapelle dans les années 1890. La propriété était importante. Le boulevard de la gare, d'où on a le meilleur point de vue de nos jours, l'a amputée assez tôt. A regarder les chiffres, les Frères sont restés plus longtemps rue Saint Martin: 56 ans, qu'au boulevard Dubois: 44 ans. C'est une première période glorieuse avec comme directeurs un Frère Léon de Jésus dans les années 1870 qui mourra selon l'expression en usage « en odeur de sainteté », un Frère Adolphe-Marie dans les années 1880... Pour ne citer que deux Frères directeurs, noms qui nous sont parvenus par l'impressionnant travail d'historiographe d'un membre de la dernière équipe de Dreux au moment des expulsions: le Frère Albert-Valentin (1879-1970) - Monsieur Léter - comme on l'appellera à Rouen au Pensionnat que cette équipe prendra en charge en 1904, avec le Frère Charles Collier comme

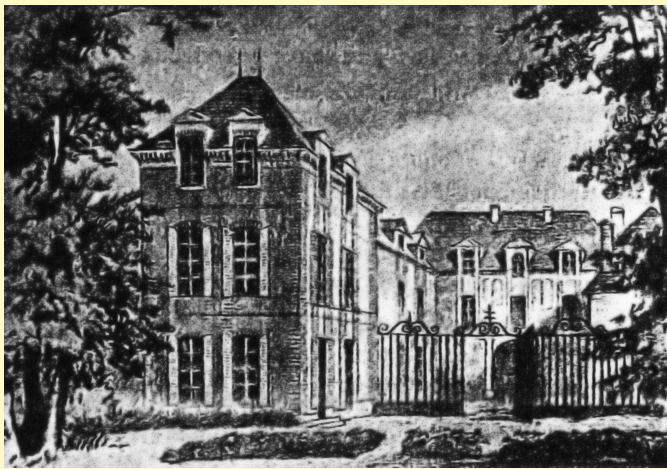
directeur. Le Frère Michel Dumont, dans une des allocutions du second départ des Frères de Dreux en Juin 1973, citait également les noms de Frères Blainpain, Granjean, Vinson et Dubey.

En effet, alors que l'école est en pleine prospérité (sous la houlette depuis 6 ans du Frère Abrosimien) comme tout l'Institut des Frères qui atteint alors une apogée - J.B. de La Salle vient d'être canonisé en 1900 par le Pape Léon XIII -, la mise à exécution de la

Edouard Duval, élève de 1901 à 1904. En juillet 1978, je suis allé le voir au Rancher ayant appris qu'il « avait beaucoup baissé » (il est décédé le 8 septembre). J'ai eu la joie de passer deux jours près de lui, où il m'a raconté des souvenirs anciens « en 1904 à l'expulsion des Frères, j'avais en tout et pour tout le Brevet Elémentaire (Il n'avait que 16 ans et n'avait pas encore orienté sa vie). Que faire ? Je suis allé travailler chez un oncle dans une ferme (c'est là

Origine des bâtiments

Au 43 rue Saint-Martin, s'élevait un hôtel particulier connu des habitants de Dreux comme étant la « maison du gouverneur ». Il avait été construit vers la fin du 16^{ème} siècle dans un style typiquement Louis XIII. Les derniers propriétaires, avant son rachat par les époux de Couasnon, appartenaient à la famille Desmousseaux de Givré, qui ont donné leur nom à une rue perpendiculaire à la rue Saint-Martin. Les deux derniers membres de cette



L'hôtel particulier des époux de Couasnon dit "Maison du Gouverneur" en 1848.

Il fut abattu pour construire le Pensionnat en 1877.

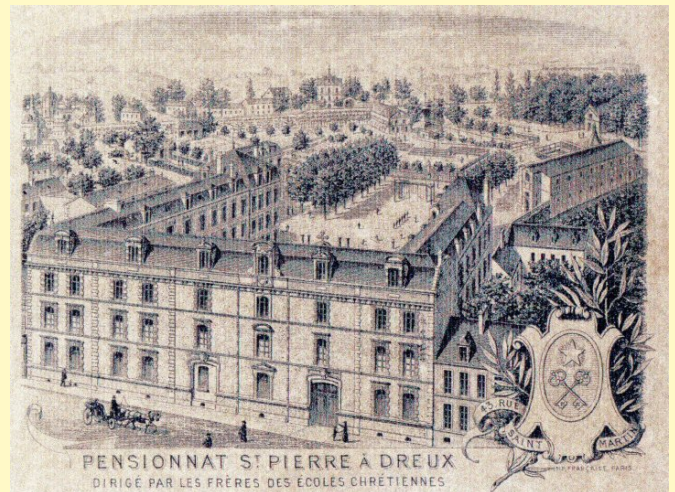
famille ont laissé une trace dans l'histoire. Ainsi, le Baron Antoine Desmousseaux de Givré fit une carrière politique pendant la Révolution et l'Empire, plusieurs fois préfet, puis député à la Chambre pendant les cent-jours. Son fils, Bernard fit, lui, une carrière diplomatique en tant que secrétaire d'ambassade et, à ce titre, participa au congrès de Vérone auprès de Chateaubriand, ambassadeur.

C'est en 1840, que Esprit-Constant de Couasnon (1789-1854) racheta le domaine à ce dernier. Les époux de Couasnon formaient un couple profondément chrétien, mais sans enfant. Au cours d'un voyage à Rome à l'occasion du couronnement de Pie IX, en 1846, ils prirent la décision de marquer leur vie d'une œuvre pieuse. C'est le Cardinal de Bonald, ancien Vicaire Général de

Chartres, qui leur suggéra de créer une école religieuse et, pour cela, de s'adresser aux Frères des Ecoles Chrétiennes. Pour réaliser leur projet, ils décidèrent d'installer cette école dans leur propre hôtel particulier.

La période choisie, 1848, n'était pas la plus facile: révolution en février, changement de régime, émeutes sanglantes en juin, élection de Louis-Napoléon Prince-Président en décembre. Malgré tout, à la fin de l'année les Frères étaient à l'œuvre et 120 élèves étaient inscrits. Saint-Pierre était en marche, ou du moins l'externat. Le succès augmenta rapidement mais, en 1854, Esprit-Constant de Couasnon décéda et, conformément à sa volonté, l'année suivante, sa veuve légua la propriété et une partie de leurs autres biens aux Frères. Avec son soutien, ceux-ci créèrent alors le pensionnat. A la fin de l'année, il comptait treize élèves, le « Pensionnat Saint-Pierre » était né.

En 1877, les locaux étaient devenus trop exigus et la façade sur la rue Saint-Martin, vétuste, était devenue dangereuse. Les Frères décidèrent la démolition de la plus grande partie des bâtiments et leur reconstruction, Saint-Pierre prit alors son aspect définitif. Seule manquait la chapelle (l'actuel musée de Dreux) qui ne fut érigée qu'en 1895.



Le Pensionnat Saint-Pierre reconstruit à l'emplacement de l'hôtel particulier de Madame de Couasnon (Gravure réalisée en 1890).

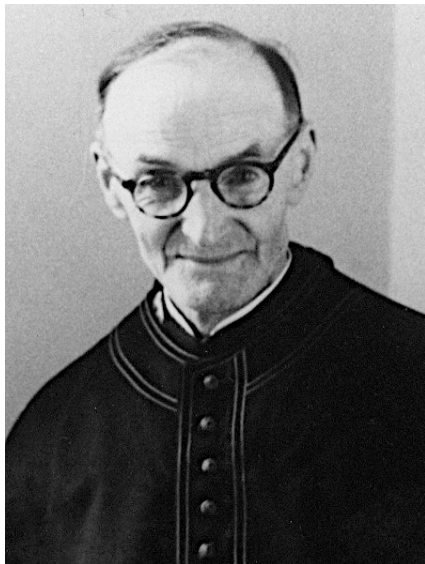
Loi de 1901 sur les Associations (et non comme on le croit souvent, même dans les milieux catholiques, de la Loi de séparation de décembre 1905) en étant refusée aux congrégations religieuses va jeter à la rue des milliers de religieux... Et beaucoup d'élèves. Je peux glisser ici le souvenir d'un de ces élèves que nous sommes nombreux à avoir connu ensuite:

qu'il contracte la grave blessure au pied qu'il traînera toute sa vie). 1908, service militaire, vers 1911, entrée au séminaire ». Il est ordonné le 29 Juin 1918 à Paris dans la hantise des tirs de la « grosse Bertha. »

Pour l'instant, c'est l'ultime distribution des prix en ce juillet 1904 et, au cours d'un repas, 300 anciens

décident de fonder l'Amicale des Anciens Elèves des Frères de Dreux. En 1906, on comptait 600 amicalistes. Un bulletin est imprimé (chez Firmin Didot au Mesnil-sur-l'Estrée dont le directeur de fabrication est Théotiste Lefèvre, père d'un ancien élève ayant le même prénom).

En 1973, en partance pour le Rancher et rangeant ses affaires, l'Abbé Duval avait retrouvé et m'avait confié quelques Bulletins de ces toutes premières années de l'Amicale. C'était, bien sûr, un annuaire,



*Le chanoine Edouard Duval,
Aumonier de Saint-Pierre*

mais j'y ai glané également, à l'époque, les raisons d'être profondes de l'Amicale: « entretenir et fortifier les principes de foi et d'honneur que les anciens élèves ont reçus chez les Frères. Conserver et étendre les relations. Faciliter aux plus jeunes le choix d'une carrière. Maintenir l'Oeuvre des Messes. » Les réunions annuelles de l'Amicale et les activités diverses y étaient mentionnées. Dans son imposante monographie sur « Saint Pierre », imprimée au Mesnil dans les années 1910, le Frère Albert-Valentin exprimait au milieu de ces tribulations l'Espérance chrétienne avec cette phrase: « L'Eglise est une éternelle recommenceuse » et aussi: « tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre, le Pensionnat Saint Pierre refleurira sur le sol druide. »

Pour conclure, à propos des imposants bâtiments, cette anecdote amusante sur la chapelle: quand elle a été transformée en musée de la Ville de Dreux, dans les années 1950, le maire de l'époque contacta le Frère Directeur: « Ne voulez-vous pas récupérer cette belle statue au-dessus de la porte d'entrée ? ». Le Frère Ange-Bernard déclina la proposition... Il avait peut-être pensé que Saint Jean Baptiste de la Salle veille sur les enfants de l'école Saint Martin...

Pour l'heure, les Anciens se multiplient en initiatives pour un retour des Frères à Dreux: on connaît surtout cette magnifique démarche de Paul Hurel auprès du Supérieur Général - alors réfugié en Belgique - et se mettant à genoux à ses pieds, déclarant qu'il ne se

relèverait pas avant d'avoir l'engagement qu'un jour les Frères reviendraient à Dreux. Les mentalités avaient changé positivement en France depuis la Grande Guerre.

Le 21 avril 1929 la réouverture était annoncée. Le Frère Albert-Valentin (Louis Léter) - dont c'était l'anniversaire - dira plus tard « celui qui m'aurait dit ce jour là que la vie ne vaut pas la peine d'être vécue aurait passé un mauvais quart d'heure. »

Le Pensionnat Saint-Pierre de 1929 à la guerre

A regarder l'histoire de Saint-Pierre de Dreux sur la « grammaire longue », on peut placer Paul Hurel à égalité avec les époux de Couason: il est vraiment le re-fondateur de Saint-Pierre, celui qui ouvre ses portes autour de la villa du député Victor Dubois à l'automne 1929.

Le premier directeur est le Frère Laurent Le Guillou. Les Frères sont, bien sûr, en civil. L'atmosphère a bien changé en France sur le plan religieux depuis la guerre de 1914 (tout le monde s'est retrouvé face aux mêmes épreuves dans les tranchées...). Mais on est encore dans la discrétion. Une photo nous montre les trois premières classes, ce sont celles qui jouxtent immédiatement la chapelle, alors préau. Début modeste.

1934: un nouveau directeur, le Frère Charlemagne-Joseph Maisoneuve. C'est à son époque qu'ont lieu les agrandissements qui donnent sa physionomie actuelle à l'école du boulevard Dubois et que le



*Saint-Jean-Baptiste de La Salle
veille toujours sur les enfants de l'école publique
du haut de la chapelle devenue musée*

préau est transformé en chapelle, bénite en Octobre 1937 par Monseigneur Harscouët, évêque de Chartres. Deux ans plus tôt, à l'été 1935, disparaissait accidentellement sur la route des vacances Paul Hurel, cheville ouvrière du Pensionnat renaissant.

1938: après avoir assumé diverses fonctions au Petit Séminaire de Versailles (Grandchamp) et à celui des « vocations tardives » de Montmagny, l'Abbé Edouard Duval est en convalescence chez sa soeur

Mme Maillier, à Abondant, après une grave opération. Les Frères l'invitent alors à remplir pour



*M Laurent Le Guillou
Directeur de 1929 à 1934
(Frère Clémentin-Raphaël)*

quelque temps le poste d'aumônier de Saint-Pierre: il y restera 35 ans...

1939: nouveau Frère directeur, le Frère Ange-Bernard (Jean Lamoure) qui le restera près de 20 ans. Mais pour l'instant il faut déménager! En 1940, les Allemands occupent la propriété du boulevard Dubois: l'école va s'installer dans le monastère de la Visitation d'où les religieuses viennent de partir pour la Vendée.



*Frère Charlemagne-Joseph Maisonneuve
Directeur de 1934 à 1939*

Ceci n'empêchera pas quelques Frères de venir parfois boulevard Dubois pour aider à la finition du grand bâtiment: ceci a été raconté à l'auteur de ces lignes, au début des années 70, par le Frère Aimé (Gabriel Coué) de passage à Dreux, et m'a

été confirmé par le Frère Jean Lemaître qui commençait alors sa vie de religieux enseignant (conversation à la réunion des Anciens, mars 2007).

On sent bien, à écouter le témoignage des anciens éducateurs ou élèves de l'époque de la Visitation, que ce fut une période d'exception, une période « à part », à cause des circonstances: période d'occupation... et donc aussi de résistances intérieures. Puis-je rappeler, pour ne citer que cet exemple, que la « carte de résistant » trônait en belle place au Rancher, sur un des meubles de l'Abbé Duval dans les dernières années de sa vie.

Inattendu: les Frères recouvrent le droit de porter leur costume. D'où cette anecdote « inédite » que ma grand'mère m'a maintes fois racontée: à Abondant, un bruit court un jour telle une traînée de poudre : voilà la cinquième colonne ! De fait, des hommes arpentent le village de noir vêtus, jusqu'à ce que l'institutrice rassure la population: « mais, non ! ce sont les Frères quatre-bras. »



*Frère Ange-Bernard
(Jean Lamoure)
Directeur de 1939 à 1958*

Comme en 1973-74, je voudrais citer quelques extraits de l'ouvrage du Colonel Le Ménestrel rédigé en 1947, « Dreux centre de résistance »: « le couvent (de la Visitation)... avec ses murs épais et résistants était devenu un centre d'abri. Les sous-sols, aménagés par le Frère Roland,... recevaient chaque nuit plus de 150 réfugiés, les uns à demeure, les autres s'y retrouvant seulement chaque soir. En avril 44, la défense passive devait y avoir un poste chirurgical... 220 blessés y furent soignés, des civils pour la plupart, quelques militaires américains et allemands... Le 12 août, à la veille de la Libération, les allemands réquisitionnaient tout le monastère y amenant 550 blessés... » Et le colonel Le Ménestrel d'exprimer en note « la reconnaissance que doit la Ville à cet homme d'une haute charité chrétienne (le Frère Roland), au dévouement duquel personne ne s'adressa durant ces années de guerre sans recevoir aide et assistance, parfois pour les besoins les plus pénibles. »

L'occupant ayant cessé d'occuper... Saint Pierre rentre dans ses murs. Une bombe ayant soufflé une villa face au Pensionnat de l'autre côté du boulevard, c'est là que de nouveaux bâtiments vont être construits en partie sur le parc Hurel: ceux des classes primaires.

Origine du second Saint-Pierre

Quiconque entre au 16 Bd Dubois est surpris par la taille de la villa et la dimension de son parc, même s'il n'apparaît plus comme à l'origine. On sait qu'il s'agissait de la propriété personnelle de Louis-Victor Dubois, qui a laissé son nom au Boulevard. Mais qui était donc Louis-Victor Dubois?

Il était né le 4 décembre 1837 d'une ancienne famille drouaise et commença une carrière de négociant en vins, activité déjà exercée par son père et son grand-père, sous le Second Empire. A cette époque déjà, il affichait des idées républicaines. La chute de l'empire en 1870 lui fournit l'occasion d'entrer en politique sur le plan local.

Conseiller municipal de Dreux en 1870, il exerça plus tard trois mandats de maire (1878-80, 1882-84, 1886-88). Il fut conseiller d'arrondissement en 1877 et conseiller général en 1895, avant d'être élu député d'Eure-et-Loir en 1895 et réélu en 1898. Son mandat pris fin en 1902.

En 1876 et 1877, il acquiert à Dreux un immense terrain qu'il lotit pour en revendre les parcelles comme terrain à bâtir. Ces parcelles bordaient une voie privée qui est devenue le « Boulevard Dubois ». Il garda pour lui-même une grande parcelle à cheval sur la rivière, qu'il aménagea en parc et fit construire la villa qui existe toujours. C'est là qu'il décéda le 12 novembre 1914.

En 1928, un groupe d'anciens élèves du Pensionnat, sous la conduite de Paul Hurel, industriel à Aunay-sous-Crécy, négocia le rachat de la villa et de son parc aux héritiers de Louis-Victor Dubois, financé en partie par une souscription. La rentrée scolaire de 1929 fut réussie, le Pensionnat Saint-Pierre renaissait.

On imagine avec quel enthousiasme l'école voit arriver la date de 1948 qui marquera le centenaire de Saint Pierre: le Frère Maurice, autre grande figure de l'époque, scientifique et photographe de talent, va réaliser le Film du Centenaire que nous avons eu la joie de revoir en 1973, à la journée d'hommage aux Frères, le 21 octobre.

De l'après-guerre au départ des Frères

Le Saint-Pierre de l'après guerre vivra longtemps sur la lancée de ce qui a été vécu à la Visitation, y compris les peines et les difficultés « prises ensemble »: générosités de toutes sortes et enthousiasme dans la France de ces années de la reconstruction. Saint Pierre de Dreux va être un foyer chrétien actif pour toute la région, non seulement par sa Conférence Saint-Vincent-de-Paul, mais encore en promouvant l'Action Catholique et, bien sûr, en particulier la J.A.C.

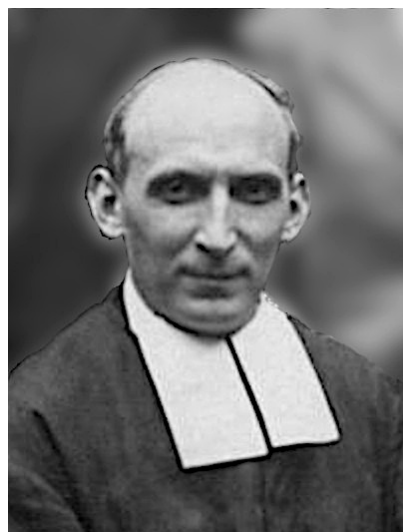
Les équipes de Frères sont alors très nombreuses: on m'avait dit en 1973 qu'il y en eut jusqu'à 22 ! Outre ceux qui ont déjà été cités, comment oublier le Frère Albert-Bruno, sous-directeur et maître de chapelle (Pierre Gamain 1900-1981), le Frère Amédée (Pierre Perroux), professeur de mathématiques après avoir été titulaire de la 5ème, de 1936 à 1973, sauf les années de prisonnier « lien entre tous les anciens élèves », selon le mot de Monsieur Adeux, son collègue en maths dans le mot d'au revoir de juin 73,



Frère Roland

qui mourra à Chartres, en 1977, quelques mois avant sa retraite d'enseignant; les deux Frères « Anthime »: Jean Huscenot, récemment décédé, et Paul Landry, toujours fidèle aux réunions des Anciens et qui enseigna à Dreux jusqu'en 1960.

Mais même si « les temps changent » peu à peu, les équipes de Frères dans les années 60 donnent encore amplement à ces éducateurs si généreux de



Frère Alfred-Bruno, Sous-Directeur

se donner à plein au service des jeunes. C'est bien encore « l'école des Frères ». Qu'on en juge: sous la houlette du Frère Félix Foucher, directeur de 1960 à 1968, avant de rejoindre le Pensionnat de Rouen, puis de décéder au Rancher en octobre 2018, - qui succède au Frère Ange-Bernard (après le court intermède du Frère Robert, également professeur, d'histoire, décédé en 2006), puis du Frère Renou,

directeur de 1968 à 1972, les Frères se dévouent ô combien. « Plusieurs y ont laissé leur vie et leur santé » pouvait dire le Frère Michel Dumont, dans son allocution déjà citée de juin 1973. Soit comme enseignant et il faut citer là le Frère Alexis (Jean Tissier), récemment décédé, lui-même ancien élève de Saint Pierre, professeur de maths, mais pas seulement: animateur d'une chorale qui vendit ses productions ! et l'été directeur de colo; un autre professeur de maths dans les grandes classes: Jean Perennou. Soit comme responsable de division, je

Dumont décrira lors de son décès en 1969 (après seulement deux années de présence à Dreux) comme « corvéable à merci ».

Saint Pierre, c'est un aumônier... Ou plutôt deux ! Autour de 1960, un nouvel aumônier est demandé auprès de l'évêché de Chartres: l'Abbé Marcel Ferdinand vient faire souche dans le pays drouais. Avec l'Abbé Duval, ils vont opérer une sorte de répartition: ce dernier sera en charge désormais des classes primaires.



*La communauté des Frères en 1946, de retour Boulevard Dubois.
Apparaissent également les professeurs civils, ainsi qu'au premier rang
Mgr Boularand (au centre), le Père Duval et M. Maurice Hurel (à droite).*

voudrais citer deux noms pour les classes primaires: le Frère Alfred-Laurent (Paul Marchais) et le Frère Dosithée (René Le Henaff). Pour les plus grands: le Frère Didier (Simon-Pierre Verrier); au niveau des classes de 4ème, 3ème: le Frère Joseph Bazoge (Frère Aubry), présent à Dreux de 1957 à 1970 et pour les 6ème et 5ème, le Frère Michel Dumont, décédé à la maison de retraite d'Athis-Mons en septembre 2020, qui reprendra la charge du Frère Bazoge en 1971 et qui sera le dernier responsable de la Communauté des Frères en 1972-1973.

Mais il faut parler aussi de ceux que l'on pourrait oublier, par exemple « un Frère surveillant »: dortoirs et cours de récré! le Frère Bardou que le Frère

Une école, c'est tout un corps professoral, dans lequel nombre d'enseignants s'engagent avec plus de libre choix, encore plus de conviction que d'autres autour d'un « projet éducatif ». Ainsi, dans les classes primaires, une fidèle parmi les fidèles, Mme de Goascaracdec, « une ancienne de cet enseignement libre des temps héroïques », selon l'expression de M. Adeux au pot de départ de juin 1973, institutrice en primaire de 1942 à 1973. On peut penser à M. Pierre Kohn, à Mlle Chantal Mercier, aux deux frères Delpouve et à bien d'autres... Dans les grandes classes, au niveau du collège et du lycée, comme on dit de nos jours: un seul nom, pour la longueur du bail, Pierre Marrie, professeur d'histoire géographie, de français et philo, de 1940 à 1970,

mais combien d'autres professeurs auxquels nous pensons, chacun de nous, et dont nous pouvons faire la liste dans notre mémoire intérieure...

Saint-Pierre, ce sont aussi les sports et l'école a toujours tenu une belle place dans les palmarès de l'UGSEL. Tels élèves facétieux n'ont-ils pas décrété que le « J. B. » qui orne la façade du grand bâtiment (tout en sachant qu'il s'agit du nom du fondateur des Frères) doit être un monogramme à la gloire de Jean Bruck!, celui qui nous apprenait les sports et l'athlétisme comme d'autres enseignaient la physique. Et la Fête des Sports ! Splendides souvenirs !



Frère Maurice

Mais les temps nouveaux arrivent. C'est l'heure des contrats, suite à la Loi Debré: contrat simple, puis contrat d'association. En 1967 est créé « l'Institut Saint-Pierre Saint-Paul » par la fusion de Saint-Pierre, du « Cours Notre-Dame » et de « l'Institution Jeanne d'Arc » dirigés alors par les Sœurs de Saint-Paul de Chartres. En 1967 également la mixité est introduite dans les grandes classes. (*)

1968: printemps chaud - dans mon souvenir de gamin de 11 ans. Je n'avais pas le souvenir qu'il y ait eu interruption des cours en ce fameux mois de mai à Saint-Pierre -. Cela m'a bien été confirmé, à l'automne 1999, par une correspondance avec le Frère Félix, alors directeur. Le Frère Félix ajoutait: « cela a été le fruit de la bonne entente qui régnait alors dans notre équipe éducative. »

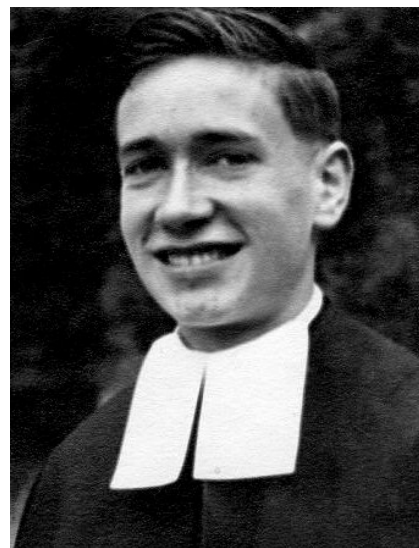


Frère Félix Foucher

Mais si le printemps a été chaud, l'automne sera... refroidissant... pour les Frères. En effet, quand l'école rouvre ses portes, l'Institut est entièrement sous la coupe de la Sœur Véronique Boisseau. Plus tard, sans aigreur, mais avec humour, le Frère Léon (Charles Les Ventas), encore un autre nom qu'on peut citer, responsable de la Procure, dira: « les

Frères ont été mis sous le boisseau... ». Cette femme de caractère avait peut-être été marquée par la lecture de biographies sur les abbesses de Fontevraud ? (Elles commandaient à la fois le monastère d'hommes et celui de femmes). Ce furent des moments pénibles. Le Frère Renou qui avait été appelé pour régler, entre autres, une difficile situation financière, fut donc durant quatre ans cantonné à être le directeur de ce qu'on appelle maintenant le niveau Collège.

En 1972, le Frère Visiteur René Mercier (Bernardin Paul), lui aussi éducateur dans le Saint-Pierre de l'après-guerre, décide en Conseil le retrait total des Frères pour 1973. « Il n'est jamais agréable d'amener le drapeau » pourra dire le Frère Michel Dumont le 24 juin 1973 tout en voulant terminer sur une note d'espérance chrétienne:



Frère Alexis

« ce qui semble être signe de mort peut devenir germe de vie pour que vive un enseignement chrétien à Dreux. »

Pour exprimer une reconnaissance des Anciens sur ces longues années survolées, je citerai encore une parole de M. Adeux dans la cérémonie de départ de juin 1973: « Dieu seul connaît le nombre incalculable d'heures de présence au milieu de ce monde de jeunes « potaches », souvent peu disciplinés mais si clairvoyants. » Cette phrase qui concernait un Frère est applicable à tous et à chacun. C'est un fait que nous les élèves nous pouvions ressentir que rien ne remplace des personnes qui se sont données pour une tâche d'éducation vécue comme une vocation. Hors de cela, une école perd vite son âme.

Père Jean-Marcel VEAU
Ancien élève



(*) NDLR: Un peu plus tard, aussi en primaire par la fusion avec l'Institution Jeanne d'Arc, dirigée par les Sœurs de Saint-Paul de Chartres, après la construction d'un nouveau bâtiment.

Expulsion des ordres religieux et spoliation de leurs biens

L'expulsion des religieux hors de France, a été pratiquée à toutes les époques. Sous l'Ancien régime, elle concernait essentiellement les Jésuites... Ainsi, sous Henri IV, entre 1594 et 1603, la Compagnie de Jésus fut interdite. Plus tard, en 1763, la même congrégation fut à nouveau interdite en France pour ne revenir qu'après 1814. Inutile d'évoquer tout ce qui s'est passé pendant les années de la Révolution: expulsions, spoliations, exécutions, ce serait trop long.

Sous la troisième République, le 29 mars 1880, deux décrets furent signés par Charles de Freycinet, Président du Conseil, et Jules Ferry, ministre de l'Instruction Publique, pour, d'une part, expulser les jésuites de France et, d'autre part, imposer aux autres congrégations religieuses la demande d'une « autorisation d'enseignement » dans un délai de trois mois, sous peine de dissolution et de dispersion. Les autres congrégations refusèrent de déposer les demandes d'autorisation par solidarité avec la Compagnie de Jésus. Jules Ferry, qui avait remplacé Freycinet, fit appliquer le second décret avec sévérité, entraînant l'expulsion des autres congrégations masculines non autorisées. Néanmoins, celles-ci purent revenir assez rapidement.

En 1900, la France comptait alors exactement 1665 congrégations, soit 154 ordres masculins et 1511 congrégations féminines, au total 30.000 religieux et 28.000 religieuses environ. C'est alors que le gouvernement présidé par Pierre Waldeck-Rousseau promulgua la « loi du 1er juillet 1901 » sur les associations, celle-là même qui régit notre amicale.

Au titre III de cette loi, « Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement » et « Les congrégations existantes [...] qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues, devront dans un délai de trois mois, justifier qu'elles aient fait les diligences nécessaires pour se conformer à ces prescriptions. A défaut de cette justification, elles seront réputées dissoutes de plein droit; il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée. ». Le piège était tendu.

En 1902, les élections législatives portèrent au pouvoir un gouvernement profondément anticlérical présidé par Emile Combes, un ancien séminariste. Les demandes d'autorisation déposées par les congrégations furent massivement refusées. Dès lors, à partir d'avril 1903, les congrégations non autorisées furent expulsées.

Chacun a dans la tête les images des moines de la Grande Chartreuse partant dans la neige, encadrés comme des malfaiteurs par les dragons du 4^{ème} de cavalerie!

Le coup de grâce fut porté aux congrégations enseignantes par la loi du 7 juillet 1904, dont l'article 1^{er} prévoyait que: « L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations ». Ce sont 3 000 écoles religieuses qui durent fermer. Saint-Pierre était parmi celles-ci. Dès le 10 juillet, le Frère Ambrosien, Directeur du Pensionnat, reçut un décret lui enjoignant de partir définitivement avant le 30 septembre 1904.



Frère Ambrosien
dernier Directeur du Pensionnat rue
Saint-Martin, qu'il dut fermer en 1904

L'expulsion fut suivie d'une spoliation, puisque la donation de la propriété aux Frères fut déclarée nulle en raison de la dissolution de leur congrégation! Cela déclencha une série de procédures de la part des héritiers de Madame de Couason, qui durèrent quatre ans.

Finalement, la propriété et les bâtiments furent vendus aux enchères sur ordre du tribunal en 1908 (probablement à la requête de créanciers, car les bâtiments étaient hypothéqués). La Ville de Dreux, dont Maurice Violette était le maire, se porta acquéreur pour 280.000 francs, surenchérissant sur

une association d'anciens élèves de Saint-Pierre. Elle en fit l'école laïque Saint-Martin et transforma plus tard la chapelle en musée.

Les lois de 1901 et 1904 ne doivent pas être confondues, comme on le voit trop souvent, avec celle de 1905, établissant la séparation des Eglises et de l'Etat. Cette dernière concerne l'abrogation unilatérale du régime concordataire avec ses conséquences: suppression de la rémunération des religieux, spoliation des biens de l'église, etc.

Cette situation devait perdurer jusqu'au début de la guerre, en 1914. En effet, pour faire face à l'ennemi, le gouvernement de René Viviani décréta l'« Union Sacrée » de tous les Français et, en particulier, voulut le rapprochement des catholiques qui avaient subi 40 ans d'anticléricalisme. Le ministre de l'intérieur, Louis Malvy, décida de « suspendre l'exécution des décrets de fermeture ou de refus d'autorisation pris par application de la loi de 1901, des arrêtés de fermeture pris en exécution de la loi de 1904 et de toutes mesures généralement prises en exécution desdites lois ». Cette décision fut le départ d'un régime de tolérance à l'égard des congrégations.

LES PENSIONNATS DE DREUX ET DE ROUEN: DESTINS CROISES

Depuis le 19^{ème} siècle, nombre de Frères étaient passés d'un pensionnat à l'autre. Ainsi, le Frère **Aventin-Marie**, fut nommé Directeur de Saint-Pierre de Dreux en 1873, puis du Collège de Clapham à Londres, avant de revenir comme directeur du pensionnat de Rouen en 1885. C'est lui qui posa la première pierre de la chapelle en 1887.

La situation changea en 1904, lorsque le Pensionnat Saint-Pierre de Dreux ferma ses portes, alors que le Pensionnat Jean-Baptiste de La Salle poursuivait son activité à Rouen.

Pourquoi cette différence? La situation à Rouen n'était pas la même qu'à Dreux. En effet, si la congrégation des Frères était également dissoute, en revanche, l'ensemble des biens immobiliers appartenait à une société privée et, de ce fait, était inaliénable. Un choix s'offrait alors aux Frères: soit s'exiler à l'étranger, soit se séculariser, ce qui impliquait d'abandonner le costume religieux, de reprendre leur nom civil et de continuer leur activité en tant que laïcs.

A Rouen, une majorité de Frères avaient préféré l'exil et beaucoup partirent pour la Belgique, où l'Institut des Frères s'était installé à Lembecq-lez-Hal. Inversement, à Dreux, une majorité choisit la sécularisation, avec tous les risques que cela comportait.

Une dizaine de Frères allèrent à Rouen, remplacer ceux qui étaient partis, parmi eux, **Charles Collier** (Frère **Adolphe-Joseph**), **Louis Leter** (Frère **Albert-Valentin**) et **Georges Blanpain** (Frère **Alfred-Valentin**), ce qui permit au Pensionnat Jean-Baptiste de La Salle de poursuivre son activité. De plus, en raison des événements, bon nombre des pensionnaires de Jean-Baptiste de La Salle étaient partis. En revanche, beaucoup d'anciens pensionnaires de Saint-Pierre s'étaient inscrits à Rouen, ce qui permit de conserver des effectifs suffisants.



Charles Collier
(Frère Adolphe-Joseph)

Dans ce cadre, plusieurs figures doivent être évoquées, qui forcent l'admiration, en particulier **Charles Collier**. Celui-ci, né à Paris en 1872, avait commencé à étudier aux Francs-Bourgeois, avant de partir pour le Pensionnat Saint-Pierre en 1887, où il obtint son baccalauréat. Il y resta ensuite en tant qu'enseignant civil, professeur de mathématiques.

Après un an de noviciat au Rancher, il prit l'habit sous le nom de Frère **Adolphe-Joseph**, puis retourna à Saint-Pierre, pour enseigner différentes disciplines: philosophie, histoire, géographie, mathématiques, physique et chimie et histoire naturelle.

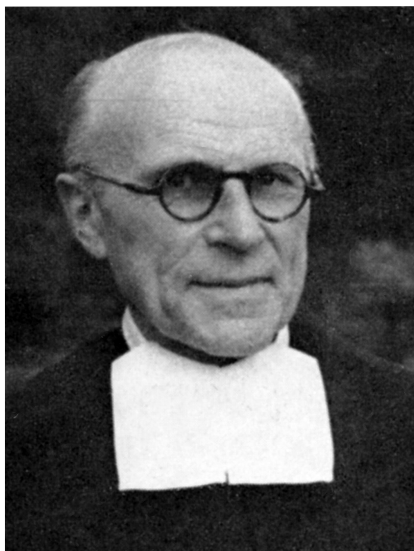
Les événements de 1904 et son arrivée à Rouen changèrent son destin. Malgré l'opposition des Frères Rouennais restés sur place, il fut choisi comme directeur de l'établissement. La situation n'était pas simple, en janvier 1905 Charles Collier fut inculpé de délit d'ouverture et de direction d'un établissement congréganiste non autorisé et fut poursuivi en correctionnelle avec 24 autres professeurs supposés complices! Heureusement, en décembre de la même année, une loi générale d'amnistie fut votée.

Charles Collier fit un énorme travail de modernisation du Pensionnat, dans des conditions souvent très difficiles, au cours de la 1^{ère} guerre mondiale en particulier, pendant laquelle le Pensionnat fut réquisitionné et transformé en hôpital.

En septembre 1926, il demanda à être relevé de ses fonctions et laissa son poste à **Georges Blanpain**, qui avait toujours été son disciple. Le reste de son existence fut consacré à de nombreuses missions pour l'Institut des Frères, jusqu'à sa disparition survenue en mars 1940, le jour du Vendredi Saint.

Il faut également évoquer ici la figure de **Louis Leter**, l'historiographe sans qui le présent numéro du Bulletin n'aurait jamais pu être écrit.

Il était né en 1879 à Courville-sur-Eure et après trois ans d'école primaire dans son village, il entra à Saint-



Louis Leter
(Frère Albert-Valentin)

Pierre en classe de 5^{ème}. Il y était l'élève de Charles Collier, qu'il retrouvera plus tard en terminale, alors que ce dernier était devenu le Frère Adolphe-Joseph. Après avoir obtenu le baccalauréat, il commença la pharmacie, mais il ressentit bientôt l'appel d'une vocation qui le conduisit au noviciat du Rancher.

Sa probation terminée, c'est en tant que Frère **Albert-Valentin** qu'il revint à Saint-Pierre, où il enseigna les mathématiques et les sciences. Plus tard, il changea de matières et se consacra à l'enseignement du français et de l'allemand. Après les événements de 1904, lui aussi, à la demande de ses supérieurs,

rejoignit Rouen où il continua à enseigner le français et l'allemand jusqu'en 1915. A cette date, mobilisé, il fut envoyé au front où il fut gravement blessé. Soigné, il put reprendre le service armé, pour n'être démobilisé qu'en 1919.

En parallèle avec l'enseignement, il consacra une grande partie de son temps à l'écriture, comme historiographe de Saint-Pierre auquel il est resté attaché toute sa vie. Il publia des ouvrages dans d'autres domaines, par exemple un recueil de 600 corrigés de dissertations françaises.

Aux heures douloureuses de la débâcle et de l'occupation, il dut prendre la direction de Jean-Baptiste de La Salle, le directeur, Monsieur Doray, ayant été mobilisé. Cette fois, ce sont les Allemands qui occupèrent les locaux. Il lui fallut trouver d'autres locaux et réorganiser complètement le Pensionnat.

En 1945, il prit sa retraite, mais continua pendant encore 25 ans à donner des cours, à Rouen, à Caen et à Saint-Pierre de Dreux! Il continua surtout à écrire.

Il disparut en décembre 1970, à l'âge de 90 ans.

La famille Hurel, bienfaitrice de Saint-Pierre

On ne peut pas parler de la résurrection du Pensionnat Saint-Pierre sans évoquer la famille Hurel, sans laquelle rien n'aurait pu se faire.

La famille Hurel forme une dynastie d'industriels, à l'origine de laquelle se trouve Aimé Hurel (1845-1930), un jeune agriculteur qui, dans les années 1860, commença la fabrication d'engrais agricoles de manière artisanale. Le succès vint rapidement et il se retrouva bientôt à la tête d'une véritable entreprise chimique située à Aunay-sous-Crécy. Très croyant, Aimé Hurel se dévoua à plusieurs œuvres drouaises, l'Institution Jeanne d'Arc et le Patronage Saint-Jean en particulier.

Les deux fils d'Aimé Hurel, Paul (1872-1935) et Léon (1875-1946) firent leurs études au Pensionnat Saint-Pierre de la rue Saint-Martin, dont ils conservèrent un souvenir indélébile. Leur père les associa ensuite à son entreprise qui prospérait rapidement. La guerre de 14-18 marqua une parenthèse dans la vie de Paul Hurel, mobilisé et volontaire pour rester au front. De retour à Aunay après l'armistice, il reprit en main les rênes de l'usine, son frère développant sa propre entreprise.

Paul Hurel était profondément chrétien et mettait sa foi en application dans la direction de son entreprise, par des mesures sociales et le respect de la doctrine sociale de l'Église.

Lorsqu'en 1904 le Pensionnat fut obligé de fermer, Paul Hurel ressentit une profonde amertume et le sentiment d'une injustice qu'il espérait réparer un jour. Il lui fallut attendre 25 ans pour y parvenir.

En effet, deux conditions principales devaient être remplies. D'une part, il était nécessaire trouver un lieu qui convienne et d'autre part il fallait faire revenir les Frères à Dreux. La première condition avait fait l'objet de plusieurs tentatives, lors des enchères sur les bâtiments de la rue Saint-Martin en particulier. La seconde pouvait sembler plus facile depuis l'« Union Sacrée » de la Première Guerre et la loi Malvy (1914).

L'opportunité se présenta en 1928, lorsque les héritiers du député Louis-Victor Dubois décidèrent de se séparer de la villa du 16 Boulevard Dubois. Paul Hurel réunit un groupe de personnes ayant le même objectif que lui, en prit la tête, et créa « La Société anonyme immobilière du pays drouais », qui rassembla les fonds nécessaires. Par l'intermédiaire de l'amicale des anciens élèves, toujours très vivante, cette société proposa une souscription d'obligations d'un montant de 500 francs chacune.



Paul Hurel

La seconde condition, faire revenir les Frères à Dreux, n'était pas la plus simple, ceux-ci craignant que la situation politique ne se durcisse à nouveau. Paul Hurel alla donc à Lembecq-lez-Hal, en Belgique, siège de l'Institut des Frères, trouver le Supérieur Général. Il dut le supplier d'envoyer des Frères, mais eut finalement gain de cause. Tous les éléments étaient réunis pour que Saint-Pierre ressuscite et la rentrée put se faire en octobre 1929.

Paul Hurel s'occupa jusqu'à la fin de sa vie du « nouveau Saint-Pierre », mais il devait, malheureusement, trouver une fin tragique dans un accident d'automobile en août 1935, près du Mans, en partant en vacances.

Son fils, Maurice Hurel (1899-1967) prit alors le relais, aussi bien à la tête de l'entreprise familiale, qu'à celle de la société de gestion de Saint-Pierre.

Pendant la Seconde Guerre, la villa faisant face au Pensionnat fut totalement détruite lors d'un bombardement. Le terrain resta inoccupé et, plus tard, la société de gestion du Pensionnat put l'acquérir. A cette occasion, Madame Clotilde Hurel, veuve de Paul Hurel, qui habitait la propriété familiale de la rue Damars, offrit à Saint-Pierre une large partie de son parc, qui jouxtait ce terrain. C'est ainsi que les bâtiments du primaire purent être construits, ainsi qu'un stade.

Documentation de M. François Hurel

Le sport au Pensionnat Saint-Pierre

Jean-Marie Brière était pensionnaire à Saint-Pierre entre 1951 et 1960, avant de faire des études supérieures, puis de revenir comme professeur de mathématiques au Pensionnat, entre 1965 et 1968. Il était non seulement un très brillant élève, mais également un sportif accompli. Il nous fait part ici de ses souvenirs et de sa fierté d'avoir porté haut les couleurs de Saint-Pierre.

La vie en internat m'était agréable, mais aimant bouger, curieux et à l'aise avec les matières scolaires, mes préférences étaient pour la cour de récréation et ses jeux très actifs (l'épervier, la balle au prisonnier, le jeu du béret, le drapeau ...) et les déplacements et sorties de l'établissement (toujours volontaire pour les recollections et retraites avec la catéchèse, les concerts et conférences JMF - jeunesse musicale de France - à la salle des fêtes). Alors le jour du cours de gym était attendu. Je me souviens du parcours

Ma première compétition fut le championnat départemental de cross-country dans les fossés du château de Nogent-le-Rotrou, voyage en car, réception à la mairie de la ville et photo dans le journal local, cela faisait la fierté des parents.

L'hiver, les rencontres de sport collectif (football, handball) et ping-pong avec l'Ecole Notre-Dame de Chartres, Saint-Ferdinand de Chartres, Saint François d'Evreux



L'équipe d'athlétisme en 1959 à Lourdes

Au 1er rang, à gauche Frère Anthime-Paul et J.M. Brière, à droite, Jean Bruck

pédestre pour se rendre au stade du Vieux-Pré (maintenant stade Jean Bruck), encadré par nos profs M Jean Bruck ou M Pierre Amiet, qui à pied puis en vélo Solex veillait à la bonne tenue des rangs. Au stade, les vestiaires étaient des baraquements en bois, sol en terre battue. Naturellement c'est la course, même quadrupédique, que j'appréciais. Quelle chance d'avoir eu comme éducateurs MM Bruck et Amiet. Pendant les récréations on allait admirer leurs motos Gnome-Rhône garées près de la Chapelle. Pendant l'étude du soir, une fois par semaine je retrouvais nos éducateurs pour une séance de gymnastique correctrice (scoliose et insuffisance abdominale). J'ai assisté à quelques matches de Basket à la salle des Rochelles où J. Bruck et P. Amiet faisaient briller les couleurs de "l'Alliance" sous l'arbitrage du frère Anthime-Paul qui nous permettait ces sorties.

Le jeudi, puis le mercredi c'était jour de promenade, vers les terrains de foot de Bonsecours ou vers les collines et la côte de Fermaincourt. Mais bientôt pour préparer les compétitions organisées par l'UGSEL (fédération sportive éducative de l'Enseignement catholique) les élèves sélectionnés se rendaient au stade. C'est avec bonheur que l'on découvrait son nom sur le panneau d'affichage près de l'entrée centrale du bâtiment.

Avec les beaux jours, c'est l'athlétisme avec entraînement et compétitions au stade du Vieux-Pré ou se retrouvent joyeusement tous les athlètes de l'établissement. On y côtoyait les athlètes du lycée Rotrou, je me souviens de Claude Piquemal qui fut sprinter dans l'équipe de France. Alors arrive la fête de l'Ascension le jour des championnats régionaux UGSEL d'athlétisme où il faut réaliser la performance permettant la qualification pour les championnats de France. Si qualification, alors c'est la fête le week-end de la Pentecôte: préparation, ambiance joyeuse pour long voyage en train, réception et hébergement dans l'établissement catholique de la ville. On retrouve sur place Frère Anthime-Paul chargé de l'organisation de la manifestation au niveau national: compétence et réalisation impeccable. Souvent Saint-Pierre brillait la dernière après-midi avec la course des relais, bravo à

nos entraîneurs. J'ai eu la chance de participer à ces championnats en catégorie Benjamins, Minimes et Cadets à Lyon, Toulouse, Clermont-Ferrand, Bordeaux... , Lille en 1960, est mon meilleur souvenir: le déplacement en car conduit par M Jean Bruck, ambiance joyeuse, nombreux succès pour nos couleurs et je reçois le trophée du cinquantenaire de l'UGSEL. Nous étions fiers du classement inter-établissement: 1er Institution Libre de Marcq-en-Baroeul, 2nd Saint-Pierre de Dreux.

En 1957 c'est la création du club affilié à la FFA Fédération Française d'Athlétisme: ESSPD Etoile sportive Saint-Pierre Dreux. Je n'ai pas d'information à ce sujet et ma mémoire fait défaut. Cela nous a permis de participer à de nombreuses compétitions, surtout aux niveaux départemental et régional dans la ligue du Centre et aussi national. Bernard Fournet, toujours fidèle au Club, nous a représentés aux Jeux Olympiques de Tokyo en 1964.

Quelques athlètes participants aux championnats à Lille en 1960 : Bernard FOURNET, Guy CHAUDE, Guy BOUVERET, Gérard POINT, Daniel DELFORTRIE, Jean-Jacques DEMOLLIENS, DESSEEZ, Jean-François CARTIL, Christian LOGOTHETIS, ...

Jean-Marie Brière

Les sœurs de Saint-Paul de Chartres à Dreux

L'arrivée des sœurs

La congrégation des sœurs de Saint-Paul est ancienne. Elle fut fondée en 1696 par le père Louis Chauvet (1664-1710) curé de la paroisse de



*Le jardin d'enfants en 1947-1948
Les enseignantes ne sont pas identifiées*

Levesville-la-Chenard. Elle connut un essor très important et son esprit missionnaire conduisit les sœurs dans le monde entier. Elle reste encore très vivante aujourd'hui. La vocation des sœurs de Saint-Paul s'est toujours exercée selon trois axes: l'enseignement, les soins aux malades et l'assistance aux pauvres.

A Dreux, l'arrivée des Sœurs de Saint-Paul remonte au début du 18^{ème} siècle. En effet, en 1679, un groupe de Drouaises avaient créé une « Maison de l'Instruction Chrétienne », rue au Lait (actuelle rue Rotrou), qu'il confia aux Ursulines en 1693. Le succès fut important et ces dernières ne suffisant plus à assurer l'enseignement aux jeunes filles, firent appel aux sœurs de Saint-Paul pour les seconder, tout en conservant la direction de la maison. Au décès de la dernière Ursuline, les sœurs de Saint-Paul prirent la responsabilité de l'établissement.

Parallèlement, l'Hôtel-Dieu qui se situait dans la Grande Rue – Maurice Violette (Il ne reste plus que la superbe chapelle, qui avait été restaurée grâce à Catherine de Médicis, Comtesse de Dreux), fit appel également aux sœurs de Saint-Paul, pour remplacer les sœurs de Saint-Lazare (Filles de Saint-Vincent de Paul), dont la dernière s'était éteinte. Les sœurs de Saint-Paul, créèrent également un orphelinat pour filles en 1731.

Malheureusement, à la Révolution les sœurs durent arrêter leur activité et partir. L'école et l'orphelinat furent réunis à l'Hôtel-Dieu, qui progressivement tomba dans une misère totale. En 1803, le préfet d'Eure-et-Loir prit alors des dispositions pour le redresser et, parmi celles-ci, le rappel des sœurs de Saint-Paul, ce qui était possible selon les termes du Concordat établi en 1801. Progressivement, dix sœurs s'installèrent à Dreux, sept pour l'hospice et trois pour l'école.

Les classes, l'orphelinat et l'hospice avaient été regroupés, l'école se trouvant sur l'autre rive de la Blaise, donnant sur la rue des embûches. L'école était publique, gérée par une Commission Administrative de la ville, qui rémunérait les sœurs, qui, à leur tour, versaient leurs revenus à l'hospice!

Pour finir, Monsieur et Madame de Couason, qui avaient créé le Pensionnat Saint-Pierre, fondèrent en 1852 un ouvroir pour jeunes filles. A cet effet ils achetèrent une maison rue des embûches, dont il firent don aux Sœurs de Saint-Paul, qui prirent l'ouvroir en charge.



*La classe de certificat d'étude en 1959-1960
Soeur François-Michel*

Institution Jeanne d'Arc

Les difficultés commencèrent en 1886, lorsque René Goblet, ministre de l'Instruction Publique, fit voter une loi de « laïcisation de l'enseignement public », dite « Loi Goblet », le 30 octobre 1886, dans la lignée des lois Jules Ferry. Elle interdisait l'enseignement par des religieux dans les écoles publiques de France.

Dès le 24 décembre, le Conseil Municipal présidé par son maire, Louis-Victor Dubois, décida d'appliquer la loi immédiatement. Les sœurs furent notifiées par un arrêté préfectoral le 10 avril 1887 de quitter les lieux sous huit jours.

Heureusement, l'Abbé Félix Leroy, Curé de Dreux, sentant le vent tourner, avait constitué avec un groupe de paroissiens une « Société Civile de l'Ecole Catholique libre de Saint-Paul », qui négocia avec une certaine Demoiselle Julie Potier le rachat de son pensionnat, situé rue des Teinturiers. Les sœurs se transférèrent là immédiatement,

Le résultat fut que les élèves suivirent massivement les sœurs et que l'école publique se vida. Selon les mauvaises langues, seules les filles des employés municipaux restèrent! Ce que l'on appellera plus tard l'« Institution Jeanne d'Arc » était née.

La situation s'aggrava considérablement en 1903, en raison de la loi de 1901 sur les congrégations enseignantes (voir page 10). Les sœurs furent sommées d'arrêter leur activité. Toutefois, elles purent se séculariser, devant renoncer à leur tenue et se faire appeler « Mademoiselle ». A ce prix, l'école continua. Le nom de « Jeanne d'Arc » ne lui fut définitivement donné qu'après la Première Guerre mondiale. A cette époque, on lui adjoignit un cours complémentaire avec une section commerciale et de l'enseignement ménager.

L'école Jeanne d'Arc a ainsi poursuivi son activité jusqu'en 1971, date à laquelle elle fusionna avec le Primaire du Pensionnat Saint-Pierre.

L'Institution Riberou et le Cours Notre-Dame

En 1890, la congrégation des « Sœurs du Cœur Immaculé de Marie », de Nogent-le-Rotrou, qui se consacrait à l'enseignement des jeunes filles, décida d'ouvrir un établissement à Dreux, qui conduirait celles-ci jusqu'au baccalauréat.

La nouvelle institution s'installa au 29 rue Saint-Jean. On ne sait que très peu de choses sur la manière dont cela se passa. La première directrice fut Mademoiselle Aubert à qui succéda plus tard Mademoiselle Riberou, qui laissa son nom à l'Institution. L'appellation « Mademoiselle » indique qu'elles étaient soit des laïques, soit des sœurs sécularisées.

La Première Guerre fut une période compliquée, les locaux ayant été transformés en hôpital pour accueillir les blessés, comme en témoigne la

photographie ci-contre.

L'Institution Riberou perdura jusqu'en 1951, date à laquelle l'institution ne fut plus en mesure d'assurer son fonctionnement. On fit à nouveau appel aux



*Institution Riberou, classe de 3ème en 1898-1899
Mademoiselle Riberou est assise au milieu*

sœurs de Saint-Paul de Chartres, qui reprirent la vieille institution pour créer le « Cours Notre-Dame », qui ne comportera que le « cycle secondaire », selon la dénomination de l'époque. Le cours complémentaire créé à Jeanne d'Arc fut transféré dans cette nouvelle entité.



En 1917, pendant la la première guerre, l'Institution Riberou avait été réquisitionnée pour faire un hôpital. Ici, un dortoir transformé

La nouvelle communauté modernisa l'Institution, rénova les locaux, créa de nouvelles classes et des laboratoires à la place des dortoirs. Le nombre d'élèves augmenta rapidement, avec d'excellents résultats.

Les anciennes du Cours Notre-Dame se souviennent avec émotion de Soeur Véronique qui dirigeait les études avec fermeté mais grande bienveillance et enseignait les sciences naturelles, de Soeur Zulma qui avait élevé la carte géographique au niveau de l'oeuvre d'art, de Soeur Bernadette dont la bonté et

la patience ont été mises à rude épreuve, de Soeur Hélène, "Sister", qui tentait de leur apprendre l'anglais avec un charmant accent irlandais et tenait la confiserie à ses moments perdus, de Mme Perrin, professeur de dessin. Dans les grandes classes, des professeurs civils ont laissé leur empreinte : Monsieur Leclerc qui leur faisait aimer l'espagnol, Monsieur Adeux, remarquable pédagogue en mathématiques et physique/chimie, Monsieur Loriol, au caractère ombrageux mais avec qui la version latine devenait un vrai plaisir, sans oublier Melle Raboin qui enseignait la philo aux élèves de terminale.

Tous ces bons professeurs, religieux et laïcs, ont préparé, chacun à leur manière, les élèves à leur vie d'adulte.

L'Institut Saint-Pierre Saint-Paul

En 1967, des difficultés financières apparurent dans chacune des institutions catholiques de Dreux. Après une période de réflexion, il fut décidé de les regrouper dans une même entité, qui devait devenir

l'« Institut Saint-Pierre Saint-Paul ». Le regroupement, en introduisant la mixité des classes, permettait de mieux utiliser les ressources humaines et financières.

Les locaux du Cours Notre-Dame devinrent le Lycée, tandis que ceux du Pensionnat Saint-Pierre abritèrent le collège. Au départ, les classes primaires restaient séparées, les garçons Boulevard Dubois et les filles rue des Teinturiers, mais rapidement, tous furent réunis et les locaux de Jeanne d'Arc, qui furent vendus à un promoteur immobilier.

L'ensemble ainsi constitué fut placé sous la direction de Soeur Véronique, jusque-là directrice de Notre-Dame. Elle y resta jusqu'à son départ en 1971, date à laquelle elle fut remplacée par le premier directeur laïc, Monsieur Guissingier.

En 1972, les sœurs quittèrent les locaux du Cours Notre-Dame, pour s'installer au 42 rue Saint-Jean. Les Frères quittèrent l'établissement en 1973. Une page se tournait.

Nous avons appris la disparition de:

- M^{me} Paulette GERBEAUX, née Turpin, épouse de M Marcel GERBEAUX, ancien élève, le 11 août 2019, dans sa 92^{ème} année
- M Michel BERMOND ancien élève de Saint-Pierre et frère de Françoise ODDO, secrétaire de l'Amicale pendant de nombreuses années, le 7 mars 2020, dans sa 78^{ème} année,
- M. le chanoine Jean-Louis MORRIS, ancien vicaire à Dreux, le 10 mars 2020, dans sa 93^{ème} année.
- M. Claude DELPOUVE, ancien professeur du primaire, en mars 2020, dans sa 91^{ème} année.
- M^{me} Anne-Marie RUELLE, née POILLEY, ancienne élève du Cours Notre-Dame, épouse de M Michel RUELLE, le 31 mars 2020, dans sa 86^{ème} année,
- M Francis BEAUFOUR, ancien élève de Saint-Pierre, en août 2020, dans sa 89^{ème} année,
- M Guy BARRET, ancien élève de Saint-Pierre, le 1^{er} octobre 2020, dans sa 89^{ème} année,
- M Marcel GERBEAUX, ancien élève de Saint-Pierre, en mai 2021, dans sa 98^{ème} année,

Toutes nos pensées se tournent vers eux et leurs familles. Nous prions le Seigneur de les accueillir.

L'Amicale connaît cette année des difficultés financières dues au contexte. En effet, dans ce climat de confinement, très peu d'adhérents ont pensé à verser leur cotisation 2020.

Malheureusement, les frais de l'Amicale sont restés les mêmes: l'impression de Flash-Info et les frais d'envoi postal, en particulier, **mais un oubli peut toujours se réparer...**

Aussi, n'oubliez pas de verser votre cotisation 2021

(chèque à l'ordre de l'Amicale St Pierre St Paul):

- ADHERENT: à partir de 20 €
- ADHERENT jeune de moins de 25 ans: 10 €,
- DE SOUTIEN: à partir de 30 €,
- DE BIENFAITEUR: à partir de 50 €.

Votre carte de membre vous sera adressée en retour.
Je compte sur vous et vous en remercie à l'avance.

Gisèle Nurdin, Trésorière

Le Conseil de l'Amicale adresse ses remerciements à tous ceux qui ont participé à ce numéro:

Le Frère Emmanuel Grandin, pour sa lettre à l'Amicale,
Le Père Jean-Marcel Veau, pour son excellent article sur l'histoire de l'Institut,
Monsieur François Hurel, pour son aide et sa documentation personnelle,
Monsieur Jean-Marie Brière, pour son article sur le sport,
Monsieur Hugues Pasquier, archiviste des Sœurs de Saint-Paul, pour son aide,
Madame Annie Galian, pour sa participation à ce numéro.